

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

CONCESSION DE SERVICE

CONCESSION DE MOBILIERS URBAINS PUBLICITAIRES ET D'INFORMATION DE LA COMMUNE : FOURNITURES, INSTALLATION, ENTRETIEN ET EXPLOITATION COMMERCIALE

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 23 septembre 2024 à 12:00

**Commune d' YFFINIAC
BP 9
22120 YFFINIAC**













L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE		
	Objet	Concession de service pour la fourniture, l'installation, l'entretien et l'exploitation commerciale de mobilier urbain publicitaire sur la commune d'Yffiniac
	Mode de passation	Procédure simplifiée
	Type de contrat	Concession de service
	Nombre de lots	Lot unique
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	12 ans
	Négociation	Avec

Table des matières

CONTEXTE.....	4
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2 - PROCÉDURE DE CONSULTATION	4
ARTICLE 3 - DÉCOMPOSITION DE L'OFFRE.....	4
ARTICLE 4 - DURÉE DE LA CONCESSION	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS DE CONSULTATION.....	5
5.1 - Délai de validité des offres	5
5.2 - Conditions de participation des candidats	5
5.3 - Les variantes	5
5.4 - Composition des dossiers remis par les candidats	5
5.5 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	6
5.6 - Renseignements complémentaires	6
ARTICLE 6 - MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 7 - JUGEMENT DES OFFRES	7
ARTICLE 8 - PROCÉDURES DE RECOURS	7

CONTEXTE

Présentation de la commune d'Yffiniac

Ville de 5127 habitants s'étirant sur un territoire de 1756 hectares, Yffiniac se situe sur la route nationale 12 à 7 km au sud-est de Saint-Brieuc ainsi que sur l'axe ferroviaire Paris-Brest.

Commune dynamique, avec environ 200 entreprises et commerces (11 000 salariés viennent y travailler chaque jour), une cinquantaine d'associations, Yffiniac s'appuie sur un tissu économique diversifié et sur une vie associative riche. Écoles, centres de loisirs, espace jeunes, maison de la petite enfance, complexe sportif, tennis-boulodrome, pôle culturel le Patio, équipements publics et autres services attestent la vitalité de la cité.

Entre terre et mer, la commune d'Yffiniac propose également quelques belles richesses naturelles, étonnantes par leur diversité. Attachée à la qualité de son environnement et résolument tournée vers l'avenir, Yffiniac représente, pour ceux qui en Côtes d'Armor recherchent un cadre de vie agréable, une ville où il fait bon vivre.

L'évolution de la commune se traduit également par la requalification d'une grande partie de la voirie avec des aménagements urbains favorisant les modes de déplacements doux. Toujours dans le but d'offrir aux Yffiniacais un cadre de vie agréable, des espaces publics comme le Parc au Fil de l'eau ont été aménagés.

Une commune attrayante

Une ville bien située, des élus dynamiques avec beaucoup d'idées pour la ville, un public réceptif, quelques lieux sympathiques (le Parc au fil de l'eau, l'étang des Jearnottes, le fond de la baie, la chapelle Saint-Laurent et sa fontaine des sept saints).

Yffiniac, c'est aussi la Fête des Chocards, un rendez-vous festif proposé chaque année les 2 derniers week-ends de novembre. La Fête des Chocards tire son origine d'une spécialité culinaire du même nom. Elle est portée par le Comité d'animation qui propose diverses animations : concerts, spectacles, randonnées, soirée dansante...

En 2022, la commune a proposé, en partenariat avec l'association Colors BZH, un évènement artistique, Street Art en Baie : 15 immenses fresques ont été réalisées sur plusieurs façades à différents endroits de la commune. L'hippodrome de la Baie : bien que géré par l'agglomération, Yffiniac possède un grand hippodrome, l'hippodrome de la Baie. L'hippodrome organise chaque année des courses hippiques dont 2 réunions PMU Premium retransmises sur la chaîne Equidia. Il est le premier hippodrome départemental et le deuxième régional.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne la concession de mobiliers urbains publicitaires : installation, mise à disposition, entretien et exploitation commerciale.

Les mobiliers urbains sont définis dans le cahier des charges. Ils seront neufs ou reconditionnés conformément au CCTP et au projet de contrat.

En contrepartie de cette prestation, la collectivité accorde au prestataire l'autorisation d'occupation du domaine public et l'autorisation d'affichage publicitaire sur le mobilier urbain conformément aux prescriptions du projet de contrat.

Cette concession de service est un contrat à titre onéreux, sans contrepartie de paiement par la collectivité. L'ensemble des prestations réalisées par le candidat retenu est financé par les rémunérations des recettes publicitaires.

Le dossier de consultation est composé :

- Du présent règlement de la consultation ;
- D'un projet de contrat ;
- Du cahier des charges et de ses annexes.

ARTICLE 2 - PROCÉDURE DE CONSULTATION

La présente consultation est passée en application des dispositions des articles L1121-1, L3121-1 et L 3121-2 du code de la commande publique et des articles L.1411-1 et suivants et R.1411.1 et suivants du code général des collectivités territoriales

La procédure de passation est celle de la concession de service sous forme simplifiée. La valeur de la concession sur une période de 12 ans est estimée à 150 000,00 € HT.

Les candidats devront simultanément remettre les candidatures et les offres.

ARTICLE 3 - DÉCOMPOSITION DE L'OFFRE

La présente consultation n'est pas décomposée en lots.

ARTICLE 4 - DURÉE DE LA CONCESSION

La durée de la concession ne pourra être supérieure à 12 ans.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE CONSULTATION

5.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite des offres.

5.2 - Conditions de participation des candidats

Le candidat pourra répondre soit seul, soit sous la forme d'un groupement d'entreprises solidaire ou conjoint.

En cas de groupement, les membres du groupement devront désigner un mandataire qui sera l'interlocuteur unique de la personne publique concédante et qui sera obligatoirement une entreprise personnellement et directement impliquée dans l'exploitation du service. Le mandataire fournira l'autorisation qui lui a été donnée par ses co-traitants d'engager le groupement candidat pour la présentation de la candidature et de l'offre. Devront être précisés, dans la lettre de candidature unique, l'identité, le rôle et, eu égard aux compétences, la complémentarité de chacun des membres du groupement.

La composition du groupement ne pourra être modifiée entre la date de remise des offres et la date de signature du contrat de concession.

Les candidats ne peuvent présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ; en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de candidatures d'un groupement d'entreprises, l'ensemble des pièces devra être fourni par chaque membre du groupement.

5.3 - Les variantes

Aucune variante n'est autorisée ou imposée.

5.4 - Composition des dossiers remis par les candidats

- **CANDIDATURE :**

Il est demandé aux candidats de constituer un dossier de candidature comprenant les éléments suivants :

1) **Renseignements administratifs :**

- **Habilitation à exercer l'activité professionnelle y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession ;**
- **Lettre de candidature dûment datée et signée présentant le candidat : *Habilitation donnée au mandataire en cas de candidature groupée (formulaire DC1 ou équivalent) ;***
- **Lettre de déclaration du candidat (formulaire DC2 ou équivalent) : *Copie, le cas échéant, du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire ;***
- **Déclaration sur l'honneur attestant, conformément au code de la commande publique, notamment ses articles relatifs aux contrats de concession ;**
- **Déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-4 du Code du travail concernant ses obligations d'emploi des travailleurs handicapés ;**

2) **Capacité économique et financière :**

- **Les statuts du candidat avec les comptes annuels des trois derniers exercices clos, le cas échéant, en isolant les données propres à l'activité en objet : *Pour les candidats objectivement dans l'impossibilité de fournir ces éléments, ils produiront tout document de nature à justifier de leur capacité économique et financière ;***
- **Attestations d'assurance responsabilité civile et professionnelle.**

3) **Capacité technique et professionnelle :**

- **Présentation des références professionnelles dont peuvent se prévaloir les candidats, acquises au cours des trois dernières années dans le domaine en objet ;**
- **Présentation de l'entreprise, de ses moyens humains et matériels.**

Pour présenter certains de ces éléments, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 « lettre de candidature » ; DC2 « déclaration du candidat » disponibles sur l'adresse internet suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

NOTA : avant de procéder à l'examen des candidatures, si des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, la ville peut demander aux candidats de compléter leur dossier.

- **OFFRE :**

Le candidat devra fournir :

- **1°) Un mémoire technique** de maximum 20 pages, présentant les prestations proposées conformément aux éléments fixés dans le cahier des clauses technique particulières annexé et notamment :
 - o Caractéristiques des mobiliers selon les implantations ;
 - o Méthodologie et planning d'exécution ;
 - o Modalités de gestion et d'entretien ;
 - o Compte prévisionnel d'exploitation sur la période ;
 - o Dimension développement durable (politique de l'entreprise et matériels).
- **2°) Le projet de contrat complété et signé qui vaut engagement : Les mentions ajoutées au contrat doivent très clairement être identifiées.**

Tout autre document est autorisé dans la mesure où il vient éclairer le choix de la Commission de délégation de service public.

5.5 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

L'offre sera déposée sur la plateforme dématérialisée Mégalis Bretagne : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de consultation. La transmission sous format papier n'est pas autorisée.

Date limite de dépôt des offres sur Megalis : Lundi 23 septembre 2024 à 12h00.

La langue utilisée pour la remise des offres est le français. La monnaie est l'euro.

5.6 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande via la plateforme Mégalis, au maximum 10 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 6 - MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Ces modifications seront notifiées à l'ensemble des candidats ayant retiré un dossier sur la plateforme Mégalis Bretagne.

ARTICLE 7 - JUGEMENT DES OFFRES

L'ensemble des offres des candidats sera soumis à la Commission de délégation de services qui établira un rapport détaillé lequel sera soumis ensuite à l'autorité habilitée à engager des négociations avec un ou plusieurs candidats. L'autorité concédante saisira son assemblée délibérante et lui proposera le

choix du candidat à l'appui de ce rapport.

Le choix du concessionnaire se fera donc dans le respect du principe de transparence et d'égalité qui guide la commande publique, l'autorité territoriale se réservant néanmoins le droit de négocier librement les offres avant d'en choisir une, conformément aux principes régissant les concessions.

Pour désigner la meilleure offre il sera tenu compte de la capacité des candidats à présenter un projet qui garantisse la meilleure qualité d'exploitation du service à rendre et le montant de la redevance d'occupation du domaine public versée.

A noter que la commune entend obtenir des contreparties à la concession de 12 ans ; en l'occurrence un panneau d'affichage électronique, des affiches, un planimètre exclusif et un abri publicitaire. L'entreprise qui proposera les meilleures contreparties obtiendra la meilleure note.

1) Sélection des candidatures :

Les candidatures seront examinées en fonction des critères suivants :

- GARANTIES TECHNIQUES
- GARANTIES FINANCIERES

Les candidatures sont écartées si le candidat ne dispose manifestement pas des capacités suffisantes pour exploiter les équipements ou si les informations transmises se révèlent fausses.

2) Sélection des offres :

Les critères de jugement des offres, pondérés, sont les suivants :

Critères	Pondération
1-Conditions économiques et Financières de l'offre	80.0
1.1-Panneau Electronique (coût d'acquisition et maintenance)	40.0
1.2-Affiches gratuites	10.0
1.3-Abri publicitaire	25.0
1.4-planimètre ou panneau sucette exclusif	5.0
2- Les délais d'intervention : délais pour le nettoyage, délais pour la maintenance...	20.0

Conformément à l'article L.1411-5 du Code Général des collectivités territoriales, au vu de l'avis de la commission, l'autorité pourra engager librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Le nombre maximal de candidat avec lesquels une négociation pourra être engagée est fixée à 3.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le contrat de concession devra produire les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

ARTICLE 8 - PROCÉDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes
3 Contour de la Motte
CS44416
35044 RENNES CEDEX